Journal des Etudes Stratégiques et des Recherches Politiques ISSN; 2830-8557
Vol. 05, Nu. 01, 2026, pp 99-108

L'adhésion du Kazakhstan aux « accords d'Abraham » : une nouvelle victoire symbolique pour les États-Unis

Kazakhstan's accession to the "Abraham Accords": another symbolic victory for the United States

https://doi.org/10.65384/2565-005-001-006

LACEB Ferhat
Université de Tizi Ouzou (Algérie)

Date de réception : 10/ 05/ 2026	Date de acceptation: 13/ 05/ 2026	Date de publication: 30/ 06/ 2026

Résumé :

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les États-Unis pour relancer les « accords d'Abraham » signés en 2020 lors du premier mandat du président Trump. La décision du Kazakhstan intervient alors que l'administration Trump cherche à élargir le champ d'application de ces accords à de nouveaux pays du monde arabe et musulman, dans le but de revitaliser le processus de normalisation et de renforcer le rôle de Washington dans la région après la guerre israélienne contre Gaza (2023).

Mots-clés : Israel ; Kazakhstan ; Normalisation ; Accords d'Abraham ; Asie centrale

Abstract:

This initiative is part of the United States efforts to revive the "Abraham Accords", signed in 2020 during President Trump's first term. Kazakhstan's decision comes as the Trump administration seeks to expand the scope of these accords to new countries in the Arab and Muslim world, aiming to revitalize the normalization process and strengthen Washington's role in the region following the Israeli war on Gaza (2023).

Keywords: Israel; Kazakhstan; Normalization; Abraham Accords; Central Asia

© Tous droits réservés pour

L’adhésion du Kazakhstan aux « accords d’Abraham » : une nouvelle victoire symbolique pour les États-Unis

Introduction

Ces dernières années, l'éventualité d'une adhésion du Kazakhstan aux « accords d'Abraham », négociée sous l'égide des États-Unis pour normaliser les relations avec Israël a émergé, bien que le Kazakhstan entretienne déjà des relations diplomatiques officielles avec l’État hébreu depuis 1992, peu après son indépendance de l'Union soviétique (Dave, 2007, p. 143) .

Cette décision s'inscrit au moment où le Kazakhstan connaît une ouverture diplomatique croissante vis-à-vis des puissances internationales. Cette évolution se situe également dans le cadre des efforts déployés par les États-Unis pour consolider leur réseau d'alliances internationales, et pour souligner que Washington détient toujours les rênes de l'influence au Moyen-Orient et en Asie centrale.

Le président Donald Trump a annoncé le 6 novembre 2025 que le Kazakhstan rejoindra les « accords d'Abraham » qui normalisent les relations entre Israël et les pays à majorité musulmane (Yeraliyeva, 2025). Cette décision annoncée par le président américain semble avoir une portée relativement symbolique car, c’est la première signature de ce genre depuis la guerre à Gaza (2023). Elle propulse une relation bilatérale de la discrétion, au premier plan du paysage politique et médiatique.

Le Kazakhstan sera le premier pays non arabe à majorité musulmane à adhérer à cet accord. Rappelons qu’en 2020, durant le premier mandat de Trump ; le Maroc, les Émirats arabes unis, le Bahreïn et le Soudan avaient accepté de normaliser leurs relations avec Israël, en signant les « accords d'Abraham ».

Le gouvernement kazakh affirme que l’adhésion aux « accords d'Abraham » s’inscrit dans la continuité naturelle et logique de la politique étrangère du Kazakhstan, fondée sur le dialogue, le respect mutuel et la stabilité régionale (France-Presse, 2025) .

Cet article examine donc les motivations du Kazakhstan quant à son adhésion aux « accords d'Abraham » et le rôle des États-Unis dans l'élaboration de cette décision politique, tout en analysant l’angle géopolitique de cette démarche dans un contexte plus large.

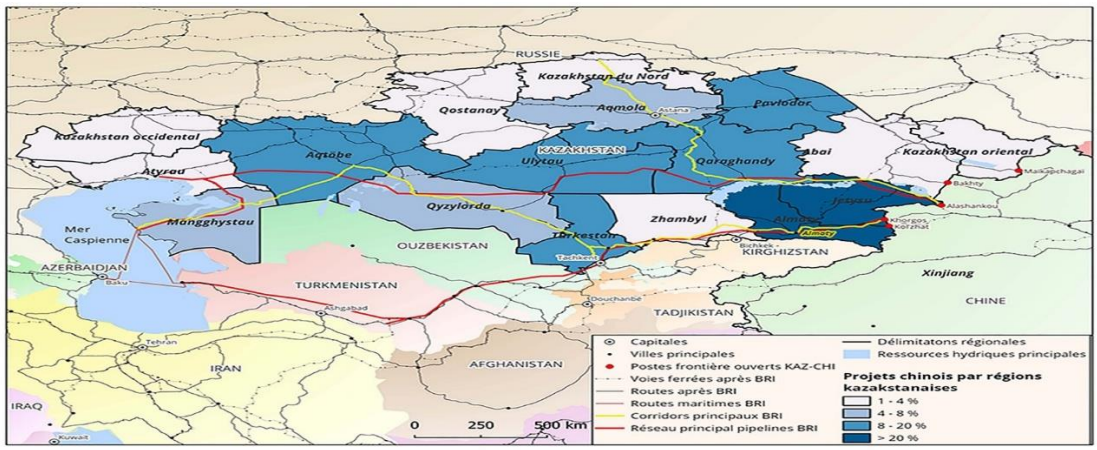
1-Un contexte politique plus étendu

Ces derniers temps, Astana est devenue une plateforme diplomatique pour des négociations internationales complexes, en accueillant notamment les réunions du « Processus d'Astana » sur la Syrie en 2017 (Mohamad, 2023). La ville a également été envisagée comme lieu potentiel de rencontre entre le président russe, Vladimir Poutine et son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky en 2024 (Matveev, 2024).Le Kazakhstan a aussi joué un rôle important dans le rapprochement entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan (Caillet, 2025).

La réalité politique est que le Kazakhstan n'a pas d'influence réelle au Moyen-Orient, cependant, l'adhésion aux « accords d'Abraham » constitue un geste symbolique peu coûteux mais, aux retombées stratégiques importantes, en attirant l'attention de Washington sans pour autant s'enliser dans les conflits régionaux, au moment où les États-Unis cherchent à accroître leur influence dans une région longtemps dominée par la Russie et de plus en plus courtisée par la Chine.

Cette situation survient également dans un contexte de tensions accrues avec Moscou, suite à la guerre en Ukraine et aux soupçons de la Russie quant à la loyauté du Kazakhstan qui serait anti-russe, et même aux remises en question antérieures par Poutine de la légitimité de l'État kazakh (Gotev, 2026).

Le Kazakhstan est un pays pris en étau entre deux fortes influences : la Russie, sur le plan culturel et historique, héritage de l'époque tsariste et soviétique, et la Chine, sur le plan économique, à travers les corridors énergétiques et l'initiative « Ceinture et Route » (Barcellini, 2017, p. 95).



S’engager dans un projet parrainé par les États-Unis, où Israël sert de passerelle vers la technologie, la sécurité et la finance, offrirait aux dirigeants kazakhs une marge de manœuvre non négligeable.

Le Kazakhstan mène une politique étrangère « multivectorielle » visant à équilibrer ses relations avec les grandes puissances telles que la Russie, la Chine et les États-Unis (Alicheva-Himy, 2006, p. 3).Cette politique lui permet de tirer profit de la coopération avec divers acteurs sans devenir excessivement dépendant d’une seule puissance. Inscrire cette coopération avec Israël dans le cadre des « accords d'Abraham » facilite donc sa promotion tant au niveau national qu’international.

2-Les considérations géopolitiques

Le Kazakhstan est considéré comme l'un des pays les plus importants d'Asie centrale. Sa situation géographique, conjuguée à ses vastes ressources naturelles, en fait un acteur majeur sur la scène politique régionale et internationale (Levystone, 2025, p. 12) .

Ce pays est l'un des plus importants producteurs de pétrole et de gaz d'Asie centrale, il fournit entre 22% et 25% du pétrole consommé en Israël (Chartouni, 2025). Cette situation confère donc aux relations économiques entre les deux pays une importance stratégique.

Le Kazakhstan entretient des liens étroits avec Israël en matière de sécurité et de défense, bénéficiant de la technologie militaire israélienne, notamment des drones et des systèmes de sécurité et de renseignement (Cohen, 2008, p. 264). L’adhésion aux « accords d'Abraham » pourrait renforcer davantage cette coopération et ouvrir de nouveaux marchés, en facilitant les investissements israéliens.

Ces domaines sont essentiels pour ce pays qui cherche à diversifier son économie et à réduire sa dépendance au pétrole et au gaz. L’adhésion aux « accords d'Abraham » lui permettrait d’intégrer un réseau d’investissement plus vaste, englobant les pays arabes signataires, renforçant ainsi sa position de plaque tournante économique régionale.

Dans ce contexte, on peut évaluer que la consolidation des liens avec Israël s'inscrit dans une stratégie d'équilibre, Israël étant un allié stratégique des États-Unis, offrirait au Kazakhstan un moyen de renforcer ses relations avec Washington, compte tenu de sa dépendance à l'égard de la Russie dans les domaines de sécurité et de défense.

L'adhésion aux « accords d'Abraham » pourrait également être un moyen pour l'État kazakh de renforcer ses alliances avec les Américains et les Israéliens en raison des tensions régionales liées à l'Iran. Israël, principal rival de ce pays dans la région, pourrait apporter un soutien stratégique au Kazakhstan.

Par ailleurs, l'adhésion du Kazakhstan intervient dans un contexte de rivalité sino-américaine autour des terres rares, de l'énergie et des routes commerciales en Asie centrale. Washington affirme que le rapprochement avec ce pays se réalisera grâce aux « accords d'Abraham », et il n'est pas surprenant que cette annonce ait coïncidé avec la signature d'accords américano-kazakhs sur les minéraux et les investissements dans des infrastructures et des secteurs stratégiques (Birbayeva, 2025).

3-La Turquie et le Kazakhstan : un rapprochement stratégique

Ce compromis se distingue comme un élément influant dans la dynamique des relations régionales. La Turquie joue en effet un rôle central en Asie centrale, ce qui pourrait impacter les décisions du Kazakhstan.

La Turquie est également un acteur important dans cette région, et exerce son influence à travers l'Organisation des États turciques (OET) qui regroupe le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Turkménistan. Cette organisation vise à promouvoir la coopération économique et culturelle entre ces pays et constitue un instrument clé pour étendre l'influence turque dans la région (Balci, 2014, p. 2)

La Turquie, premier pays à avoir reconnu l'indépendance du Kazakhstan après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, entretient des liens étroits avec ce pays, notamment dans le domaine économique et militaire (MFA, 2022).

Par ailleurs, le Kazakhstan ambitionne de renforcer son rôle de plaque tournante du commerce régional grâce au « corridor central », une voie commerciale reliant l'Asie à l'Europe *via* la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan et la Turquie (Cumin, 2022, p. 120)



Ce projet, fortement soutenu par Ankara, pourrait bénéficier d'une coopération avec Israël qui possède une expertise en matière technologique. Grâce à sa situation géographique et à ses relations avec le Kazakhstan, la Turquie jouerait un rôle clé dans le développement de ce corridor, ce qui en fait un partenaire essentiel de toute initiative régionale impliquant le Kazakhstan.

Dans le cadre des « accords d'Abraham », Ankara pourrait également figurer comme un pays catalyseur, surtout si le président Erdogan parvient à améliorer ses relations avec Israël. Malgré les tensions diplomatiques entre la Turquie et l'État hébreu, notamment suite à l'incident de la flottille de Gaza en 2010, les relations bilatérales ont connu des efforts d'amélioration, aboutissant à l'échange d'ambassadeurs en 2022 (AFP, 2022).

Le Kazakhstan et la Turquie sont confrontés à des défis communs quant à l'influence iranienne. L'Iran craint qu'un rapprochement entre le Kazakhstan et Israël ne renforce une alliance occidentale dans la région, menaçant ainsi ses intérêts géopolitiques.

4-Les défis régionaux et internationaux

En Asie centrale, cette décision suscitera certainement un débat parmi les voisins du Kazakhstan, quant à la faisabilité d'une politique d'ouverture similaire, surtout après l'invitation

du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan par Donald Trump à participer au sommet du *G20* qui se tiendra à Miami en 2026 (Madhani, 2025).

L'autre défi, est la préservation de l'harmonie sociale en empêchant l'instrumentalisation de cette décision par des groupes extrémistes. Le Kazakhstan est une société religieusement et ethniquement diverse, et toute initiative diplomatique susceptible de soulever des questions religieuses ou politiques exige une gestion médiatique prudente car, au même moment, les déclarations du gouvernement se sont voulues équilibrées, mettant en avant les intérêts nationaux et évitant les sujets controversés.

En revanche, à l'international, et surtout dans le monde arabe et islamique, la décision a suscité des réactions mitigées. Certaines instances officielles ne se sont pas prononcées, tandis que des mouvements islamistes tels que le *Hamas* et le *Jihad islamique* ont clairement rejeté l'initiative kazakhe (Palestinien, 2025).

Le ministère des Affaires étrangères kazakh a donc tenu à souligner que cette décision ne signifiait pas un abandon de son soutien à une solution de deux États concernant le conflit israélo-palestinien, ni de ses positions de principe sur les causes justes (Tribune, 2025).

L'adhésion n'a pas été présentée comme une alliance politique, mais plutôt comme une plateforme de coopération économique et scientifique. Le gouvernement kazakh présente donc cette initiative comme un accord d'investissement pour le développement, et non comme un reniement de ses principes nationaux ou religieux.

Néanmoins, au Moyen-Orient, les accords, présentés comme un pont vers la paix, se heurtent à des obstacles majeurs en raison de la guerre à Gaza et de la colère croissante de l'opinion publique arabe. L'initiative de normalisation avec Israël pourrait donc ne pas produire de « résultats concrets » dans cette région et la rendrait fragile et délicate.

En définitive, le succès de l'adhésion du Kazakhstan aux « accords d'Abraham » dépend de sa capacité à concilier ses intérêts nationaux avec les influences régionales et internationales.

Conclusion

L'adhésion du Kazakhstan aux « accords d'Abraham » marque une nouvelle étape dans sa politique étrangère, sans pour autant constituer un changement radical d'orientation. Les relations avec Israël existent depuis un certain temps, et cette adhésion les redéfinit essentiellement dans un nouveau contexte international.

L'aspect le plus significatif de cette démarche réside dans sa capacité à refléter l'équilibre entre ouverture et prudence qui caractérise la politique kazakhe. D’une part, Astana cherche à développer ses relations avec l'Occident et le Moyen-Orient, et d'autre part, elle maintient des liens étroits avec la Russie, la Chine et les États d'Asie centrale.

Cette décision s'inscrit dans le contexte des transformations mondiales de la dernière décennie, où les pays de puissance moyenne cherchent à diversifier leurs options plutôt que de se soumettre aux grandes puissances. En adhérant aux « accords d'Abraham », le Kazakhstan a clairement indiqué que ses intérêts résident dans l'ouverture et la coopération multilatérale.

Les conséquences futures dépendront de la manière dont cette adhésion sera gérée. Se transformera-t-elle en un véritable cadre de coopération économique et technologique, ou restera-t-elle un simple geste diplomatique symbolique ? En tout état de cause, cette démarche politique est considérée par les États-Unis comme un modèle de diplomatie équilibrée qui défend les intérêts du Kazakhstan sans pour autant s'engager dans des conflits régionaux (Cloris, 2025).

Cette décision témoigne d'un pragmatisme manifeste, utilisant la symbolique politique et diplomatique comme outil pour obtenir des résultats concrets. Si le Kazakhstan parvient à traduire cette normalisation avec Israël en opportunités économiques tangibles, il s'agira tout naturellement d'un succès diplomatique et stratégique. En revanche, si la normalisation se limite à la rhétorique politique, elle ne restera qu'un simple événement sans grande envergure dans les annales de la diplomatie internationale.

Bibliographie

AFP. (2022, Août 17). *Reprise des relations diplomatiques complètes entre Israël et la Turquie*.

Alicheva-Himy, B. (2006, Mars). Kazakhs indépendants mais fidèles. *Revue Outre-Terre, 6*.

Balci, B. (2014, Janvier). La Turquie en Asie centrale : acteurs privés et étatique dans le développement d'une influence islamique turque dans les républiques post-soviétiques. *Revue internationale de politique comparée, 21*.

Barcellini, L. (2017). *Kazakhstan : Jeune nation entre Chine, Russie et Europe.* Paris: HD Ateliers Henry Dougier .

Birbayeva, A. (2025, November 6). *Kazakhstan, US Sign Landmark Memorandum on Critical Minerals Cooperation*.

Caillet, M. (2025, Novembre 6). *Arménie – Azerbaïdjan : un premier transit ferroviaire de grains depuis le Kazakhstan*.

Chartouni, M. (2025, Novembre 7). *Le Kazakhstan rejoint les accords d'Abraham : un geste symbolique à portée stratégique*.

Cloris, J. (2025, Novembre 7). *« Une avancée majeure » : Trump se félicite de la décision du Kazakhstan qui officialise ses relations avec Israël*.

Cohen, A. (2008). *Kazakhstan: The Road to Independence ; Energy Policy and the Birth of a Nation.* Washington, D.C: The Central Asia-Caucasus Institute.

Cumin, D. (2022). *Géopolitique de l'Eurasie : Avant et depuis 1991.* Paris: L'Harmattan.

Dave, B. (2007). *Kazakhstan : Ethnicity, language and power.* New York: Routledge.

France-Presse, A. (2025, Novembre 6). *Le Kazakhstan rejoint les accords d'Abraham, Trump salue de « réels progrès »*.

Gotev, G. (2026, Février 29). *Le Kazakhstan réagit aux déclarations de la Russie à l'encontre des ONG*.

Levystone, M. (2025). *L’Asie centrale en 100 questions : au croisement des grandes puissances.* Paris: Tallandier.

Madhani, A. (2025, December 23). *Trump says he’s inviting Kazakhstan and Uzbekistan to next year’s G20 summit in Miami*.

Matveev, A. (2024, December 4). *Trump’s Bid for Ukraine-Russia Peace: Could Kazakhstan Be the Key Mediator?*

MFA. (2022). *Relations politiques entre la Turquie et le Kazakhstan*.

Mohamad, F. A. (2023, August 1). *The Astana Process Six Years On: Peace or Deadlock in Syria?*

Palestinien, C. d. (2025, Novembre 7). *Hamas rejette l’adhésion du Kazakhstan à l’accord d’Abraham*.

Tribune, G. P. (2025, November 8). *Kazakhstan Joins Abraham Accords In Historic Diplomatic Shift*.

Yeraliyeva, A. (2025, Novembre 7). *Pour amadouer Trump, le Kazakhstan réfléchit à rejoindre les Accords d’Abraham*.